

Septembre 2012

n° 108

CONTRATON

Et voilà, non-contre-atomique - Photographie: D. G. M.



NON à cette **CONSTITUTION** qui sabote nos acquis **ANTINUCLÉAIRES**

RASSEMBLEMENT LUNDI 1ER OCTOBRE 18H
À LA PLACE ST GERVAIS

CONTRATON

Défense de l'art. antinucléaire 160E de la Constitution
issu de l'initiative populaire «L'ÉNERGIE NOTRE AFFAIRE !»



sommaire n° 108

Couverture	affiche pour la votation du 14 octobre 2012	.....
Edito	Anne Cécile	..... 3
Genève	Constituante, Les raisons de la colère antinucléaire ACR	..... 4-5
Genève	Forum scientifique P.Vanek	..... 6-7
Genève	Participez à la vigie Independent-Who	..... 7
Suisse	Mühleberg E. Weiss	..... 8
Suisse	La sécurité nucléaire en Suisse E. Weiss	..... 9-10
Histoire	Emile Zatopek S. Rossmann	..... 10
Franco-Suisse	Bugey	..... 11
Japon	Fukushima Ph. Gobet / P. Fetet	..... 12-13-14-15
Regards dans le rétroviseur	photos JJK	..... 16

RDV / MANIFS

GE **lundi 1er octobre**
RASSEMBLEMENT:
NON À LA CONSTITUTION
18h Place St Gervais

LYON **SAMEDI 13 OCTOBRE 2012**
RASSEMBLEMENT ANTINUCLÉAIRE
14h Quai Augagneur
Org: Sortir du nucléaire

Pour demander la fermeture de la deuxième plus vieille centrale de France: Le Bugey

!!!ContrAtom y va!!!
départ 11h29 de Cornavin
Renseignements: ContrAtom
tél: 022 740 46 12

BERNE Pique-nique antinucléaire tous les vendredis
12h - 14h Viktoriaplatz (tram 9 / bus 10)
Org: Mühleberg Abschalten

ContrAtom

CP 65
CH - 1211 Genève 8
Téléphone/répondeur:
022 740 46 12
www.contrAtom.ch
info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1300 exemplaires
- Graphisme atelier Compub
- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F
Abonnement au journal uniquement 30.- F
Soutien: 60.- F
ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent
CCP 12-13446-0



Découvrez et faites découvrir la revue

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Abonnement-découverte: 45.- Fr.s les 6 premiers numéros.
Ou abonnement d'un an: 85.- Fr.s les 12 numéros.



Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à **ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8** en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai.

Vous pouvez aussi payer directement sur le CCP: 17-497696-4 ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève



Chères, chers ContrAtomistes,

Pas de vacances pour l'actualité nucléaire! Les nouvelles se pressent au portillon avec une cadence époustouflante!

Commençons par celles concernant Mühleberg: début août on apprend que le Tribunal administratif fédéral (TAF) donne raison pour la deuxième fois aux opposants à Mühleberg qui avaient fait recours contre la décision des autorités fédérales de ne pas entrer en matière quant à leur demande de reconsidérer les dangers liés à l'exploitation de Mühleberg à la lumière de l'accident de Fukushima. A l'appui de sa décision, le TAF invoque le caractère convaincant des craintes exprimées par les recourants quant à la sécurité de la centrale.

Rappelons que le TAF avait une première fois donné raison aux opposants qui avaient recouru contre l'autorisation illimitée de fonctionnement accordée par nos autorités au FMB, propriétaires de la centrale, en fixant la date limite d'exploitation à juin 2013. Le FMB et le DETEC (Dép. féd. de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication) ayant recouru contre cette décision, nous attendons maintenant la décision du Tribunal Fédéral (TF), instance suprême!

Souignons toujours à propos de Mühleberg, que l'inquiétude par rapport à cette vétuste installation n'émane pas que de la population suisse: fin mai 2012, le gouvernement autrichien a remis à l'OFEN (office fédéral de l'énergie nucléaire) une étude sur la sécurité de la centrale. L'Autriche attend une réponse de nos autorités et suivant la tournure que prendra la suite de sa démarche, elle n'exclut pas de déposer plainte contre Mühleberg!

Venons en maintenant à «l'affaire des cuves fissurées»: des milliers de défauts ont en effet été constatés en juillet sur la cuve du réacteur de la centrale de Doel, près d'Anvers, défauts qui proviendraient d'une fabrication défectueuse par une entreprise néerlandaise ayant fermé boutique depuis! Hors c'est justement l'entreprise incriminée qui a équipé la centrale de Mühleberg, ainsi que d'autres de part le monde! Nous voilà frais! Après avoir éludé le problème dans un premier temps, les FMB se sont tout de même décidées à procéder à un contrôle de la cuve du réacteur qui était à l'arrêt pour révision. Les inspecteurs de l'IFSN (Inspection fédérale de sécurité nucléaire) ont bien entendu déclaré que tout était en ordre et Mühleberg a redémarré comme en 14 ce 3 septembre!

Côté souci, il faut aussi compter avec la centrale du Bugey qui n'est qu'à 70 kms de Genève! Une bonne nouvelle cependant: notre Conseil d'Etat a fait savoir fin juillet qu'il avait déposé, conjointement avec la Ville, un recours auprès de l'Etat français contre le décret autorisant EDF à créer un dépôt de déchets radioactifs sur le site du Bugey, ceci en vertu de l'article antinucléaire 160^E de la Constitution genevoise!

Le 13 octobre prochain, le réseau français «Sortir du nucléaire» prévoit une journée nationale d'actions antinucléaires. Une des manifestations se déroulera à Lyon pour demander la fermeture de la plus vieille centrale de France: celle du Bugey. ContrAtom y va!

Renseignements et inscriptions au 022 740 46 12

ET POUR TERMINER, UN SOS!

Notre article antinucléaire 160^E issu de l'initiative populaire «l'énergie notre affaire» a été honteusement saboté dans le projet de nouvelle constitution qui sera soumis au vote le 14 octobre prochain. Lors de son AG du 13 juin dernier, ContrAtom a donc pris logiquement position contre la constitution proposée et appelle ses membres à en faire autant: «Article antinucléaire 160^E saboté, Constitution refusée!»

Voilà donc l'actualité nucléaire brièvement résumée à laquelle il faut encore ajouter l'angoissante incertitude qui plane sur les suites de la catastrophe japonaise!

Vous trouverez tous ces sujets développés plus à fond dans les pages qui suivent!

Bonne lecture et à bientôt sur le terrain!

Anne-Cécile

LES RAISONS DE LA COLÈRE ANTINUCLÉAIRE FACE AU PROJET DE CONSTITUTION

ContrAtom a pris position à l'unanimité lors de son AG du 13 juin pour le NON au projet de Constitution genevoise qui passe au vote en octobre. Anne-Cécile Reimann répond ci-dessous à six questions importantes à ce sujet.



• **ContrAtom a manifesté devant la Constituante pour l'art. 160E. Vous n'avez pas été entendus?**

ACR: En effet ! Un tournant énergétique s'impose pour sortir du nucléaire et face à la crise climatique, mais la Constituante a saboté l'article constitutionnel – issu de l'initiative «*L'énergie notre affaire*» – qui définit les objectifs et les moyens de Genève en la matière. Il fallait renforcer ces dispositions, or on les a affaiblies! Le 160E lie l'opposition au nucléaire et les moyens que la collectivité se donne pour s'en passer. Ce lien essentiel est brisé et une série de dispositions importantes sont tout bonnement rayées du texte, perdant leur statut constitutionnel.

• **Quels sont ces points supprimés?**

ACR: La fixation de normes de consommation d'énergie dans le secteur immobilier, des exigences en matière de basse consommation, d'isolation thermique, d'optimisation des chauffages sont liquidées. Deux autres points capitaux sont éliminés de la constitution, il s'agit de l'interdiction (ou de la soumission à autorisation exceptionnelle) du chauffage électrique et de la climatisation. Or l'ancrage dans la constitution de ces éléments est capital. ContrAtom s'est battu pour les faire appliquer... Nous avons – à l'époque – occupé le chantier

de villas à chauffage électrique ne respectant pas l'interdiction, nous nous sommes aussi battus contre des *Data centers* dont les climatisations insensées auraient fait exploser la consommation électrique. L'interdiction du chauffage électrique avait fait l'objet de tentatives d'invalidation de l'initiative au nom de la «liberté du commerce et de l'industrie». Et cette disposition qu'on brade aujourd'hui avait été maintenue de haute lutte.

Il est donc surprenant à un moment où l'interdiction du chauffage électrique se pose ailleurs en Suisse, suscitant des résistances et des hauts cris de certains propriétaires, qu'on la supprime à Genève. Comme il est étrange de voir les Verts interpellier les autorités au parlement en leur demandant d'agir en matière de climatisations abusives, alors qu'ils consentent à voir la base constitutionnelle de ce combat liquidée!

• **Mais ces dispositions subsistent dans la loi?**

ACR: Les lois peuvent se modifier en continu sans que les citoyen-ne-s n'aient voix au chapitre, sauf exception et lancement d'un référendum (dont le nombre de signatures nécessaire a d'ailleurs été augmenté par la Constituante). La Constitution, elle, ne peut être caviardée en douce et doit fixer des principes clairs, comme les deux interdictions évoquées, ci-dessus qui sont politiques et pas juste des détails «techniques». A Genève, c'est «notre» article constitutionnel qui a fixé des objectifs ambitieux de politique énergétique et les lois ont suivi, grâce à nos combats. La source des lois genevoises est dans l'art. 160E, sans cet enracinement constitutionnel on verra sans aucun doute des régressions sur le plan des lois également. Je n'arrive pas à croire qu'on a sacrifié l'art. 160E sans arrière-pensées malignes alors que tous les antinucléaires se mobilisaient pour le défendre.

• **Y-a-t-il d'autres points problématiques concernant cet article?**

ACR: Ils sont nombreux. L'art 160E dit que l'Etat doit favoriser les déplacements en transport public, à vélo et à pied, notamment sur le plan des investissements. Cette option fait place à un charabia sur la «complémentarité» de tous les modes de transports. Les couplages chaleur-force sont eux-aussi ancrés dans l'art. 160E et disparaissent sans autres du texte, l'utilisation de la chaleur de l'environnement (c'est-à-dire la géothermie notamment) aussi... La liste de suppressions est longue.

L'opposition aux installations atomiques qui exige, dans le texte actuel, l'emploi de tous les moyens juridiques et politiques, se voit amputée de ces qualificatifs précis. La porte ouverte à ce qu'on vienne dire que les collectivités publiques n'ont pas à employer un moyen politique comme l'appui à un référendum ou à une initiative antinucléaire ou un moyen juridique comme le recours contre une

FORUM SCIENTIFIQUE ET CITOYEN SUR LA RADIOPROTECTION: DE TCHERNOBYL À FUKUSHIMA

Organisé par le Collectif pour l'Indépendance de l'OMS (independentwho.org) ce forum s'est tenu à Genève les 12 et 13 mai, avec entre autres le soutien de la Ville de GE que ContrAtom a aidé à décrocher.

Depuis plus de 5 ans, ce collectif manifeste chaque jour devant le siège de l'OMS, dénonçant le fait que cette institution mondiale ne remplit pas sa mission de protection des populations victimes des irradiations engendrées en particulier par Tchernobyl, puis Fukushima. Ceci suite notamment à l'accord de 1959 liant l'OMS à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Mais cette abdication de l'OMS peut être imputée aussi à ses Etats membres, dont la Suisse. Qu'on en juge: dans l'année de la catastrophe, pas un Etat n'a jugé utile de proposer un point sur Fukushima à l'ordre du jour de l'Assemblée Mondiale de la Santé! L'OMS ne dispose d'ailleurs même pas d'un Département «Rayonnements et Santé» et déclare (selon sa directrice) ne pas vouloir aller dans ce sens.

Un mensonge fondateur de l'industrie nucléaire

Les racines de cet aveuglement viennent de ce que le nucléaire n'a été «accepté» que parce que le lobby atomique a construit depuis plus de 50 ans un énorme mensonge sur ses effets sanitaires et environnementaux. Or, en accréditant et en propageant ce mensonge intéressé, les gouvernants se sont rendus réellement incompétents à protéger les populations.

En effet, les normes de ladite «radioprotection» ne protègent rien. Elles sont basées sur un modèle inapproprié (tiré des études sur Hiroshima/Nagasaki) qui ne tient pas compte des avancées en biologie moléculaire depuis 50 ans. Le refus de considérer les faibles doses internes chroniques en est la faille scientifique la plus grosse, mais il a d'autres lacunes majeures...

En matière de radioprotection, on se trouve donc à un tournant significatif où citoyen-ne-s et scientifiques indépendants doivent assumer une responsabilité directe en urgence, tout en exigeant des autorités de mettre de l'ordre dans leurs affaires pour assumer cette responsabilité dans le futur.

Initiatives citoyennes pour prendre les choses en main

Le forum organisé en mai a été le reflet de ce tournant du côté d'Independent-WHO, avec un refus d'attendre que l'OMS devienne compétente, citoyens et scientifiques

devant s'unir et prendre agir directement. Dans ce sens, le samedi 12 mai a été consacré aux exposés du Dr Eisuke Matsui, de Kolin Kobayashi, Aya Marumori, Wataru Iwata et Miwa Chiwaki venus du Japon, ainsi que du Dr Galina Bandajevskaia, d'Alexei Nesterenko et de Vladimir Babenko venus du Bélarus, d'Alexei Yablokov venu de Russie, du Dr Youri Bandajevsky venu d'Ukraine, avec également Chris Busby d'Angleterre, Paul Lannoye de Belgique, des Dr Michel Fernex et Dr Sophie Fauconnier, de Roland Desbordes, Michèle Rivasi et Paul Jobin de France... Un programme dense d'exposés qu'ont entendu les 190 personnes présentes, suite au discours d'ouverture au nom de la Ville de GE de Rémy Pagani, qui avait déjà l'an passé accompagné et appuyé une délégation d'Independent-WHO reçue par la directrice de l'OMS.

Ces exposés passionnants, qu'on retrouve en ligne sur le site independentwho.org, ont surtout porté sur les conséquences sanitaires des irradiations externes et des contaminations radioactives internes, engendrées par l'explosion des réacteurs japonais et ukrainien, mais aussi par les bombardements aux armes à uranium appauvri au Kosovo et en Irak et par la campagne d'essais nucléaires (+ de 500 bombes atmosphériques).

Tchernobyl, Fukushima... une tragédie se répète

Les exposés des intervenant-e-s japonais, aux prises avec la désinformation de leur gouvernement et son inaction pour protéger la population, en particulier les enfants, ont trouvé un écho émouvant auprès de leurs homologues de Tchernobyl. Ceux-ci ont connu cette situation il y a 26 ans et s'attristent de constater que la situation sanitaire continue de s'aggraver dans les zones contaminées.

Face à l'abandon des autorités, dont celles de l'OMS, les populations touchées par Tchernobyl et Fukushima s'organisent pour mettre en place des pratiques de radioprotection. Dans ce sens, Wladimir Babenko a présenté de son manuel édité en russe, en japonais et aussi récemment en français.

Dimanche 13 mai, les intervenants se sont retrouvés avec des élus et des citoyens membres du Collectif Independent-WHO pour réfléchir à la question «Que faire ensemble?»

Des pistes d'action prometteuses

Sans entrer dans le détail des décisions prises, les participant-e-s se sont félicités qu'une collaboration plus étroite entre scientifiques, élus et citoyens, ait été initiée à l'occasion de ce forum. Cette collaboration se concrétisera dans diverses actions portant notamment sur:

- la poursuite du combat pour la révision de l'Accord OMS – AIEA... et des «vigies» devant l'OMS;
- la dénonciation du modèle qui établit la norme dite «acceptable» d'irradiation externe et de contamination interne;
- des recours juridiques dans ce domaine s'appuyant sur les droits humains et le droit international;
- le lancement de pétitions au parlement européen se fondant

sur la disposition de la directive *Euratom* relative à la protection sanitaire contre les dangers des rayonnements ionisants, qui prévoit que les normes soient revues en cas d'avancées dans les connaissances dans ce domaine... ce qui est manifestement le cas depuis 10 ans (v. à ce sujet www.bsrrw.org); la reconduction d'un cycle de Forums sur le sujet des

conséquences sanitaires de l'activité de l'industrie nucléaire civile et militaire...

Enfin, en clôture du Forum, le professeur Matsui a appelé au soutien de la communauté internationale pour l'évacuation des enfants de Fukushima hors des zones contaminées.

Pierre VANEK

MOBILISATION AVEC INDEPENDENT-WHO...

Participez à la vigie pour une heure, un jour, une semaine... à Genève (hébergement prévu).

Depuis le 26 avril 2007, tous les jours ouvrables, de 8h à 18h, des vigies veillent devant le siège de l'OMS au carrefour des Morillons à Genève pour demander l'indépendance de l'OMS vis-à-vis de l'AIEA. Cette action internationale qui, par relais, mobilise maintenant 205 personnes, est soutenue par une large coalition d'ONG(s) qui veulent que la vérité éclate sur les conséquences des rayonnements ionisants provoqués par l'industrie nucléaire civile et militaire.



Inscriptions Vigies:

Paul Roullaud + 0033 (0) 240 87 60 47

Paul Roullaud @ free.fr

Toutes les infos sur

<http://www.independentwho.info/>



MÜHLEBERG

Les histoires de la centrale nucléaire de Mühleberg sont de plus en plus incompréhensibles. La mise en service de la centrale date de 1972. Des fissures au manteau du réacteur sont apparues en 1990 et 4 tirants ont été installés en 1996.

En 2002, une exploitation limitée à 10 ans est délivrée par le DETEC, qui a malheureusement été transformée en autorisation d'exploitation illimitée dans le temps en 2009. Contre cette décision aberrante, un recours a été déposé en 2010 au Tribunal administratif fédéral (TAF) par des habitants de la zone 1 autour de la centrale. Nous avons gagné le recours au TAF en mars 2012.

Le TAF a donné une nouvelle limite d'exploitation de Mühleberg au 28 juin 2013 pour des raisons de sécurité. Extrait de la décision du TAF de mars 2012: «On ne saurait continuer à exploiter une centrale «à vue», qui est déjà depuis si longtemps en service, en ne se fiant qu'à la surveillance en cours. La mise à niveau progressive de l'installation sans concept global, comme cela s'est effectué jusqu'à présent, ne donne satisfaction ni sur le plan de la sécurité juridique ni sur le plan économique et de plus n'assure pas la sécurité.» Mais ils ont laissé une porte ouverte à l'exploitant (FMB) pour une demande de prolongation accompagnée des mesures correctives suffisantes. Les FMB ont fait un recours au Tribunal fédéral le 20 avril 2012 et ont demandé en même temps un report de la limite jusqu'au jugement du tribunal. Cet ajournement a été refusé par le tribunal le 23 mai. Suite à cela les FMB ont présenté en août un catalogue de mesures avec la demande d'une prolongation jusqu'à 2022.

En parallèle, le TAF a donné tort au Département de l'énergie (DETEC) en admettant le recours des riverains. Le DETEC aurait dû, selon le TAF, entrer en matière sur un possible arrêt du réacteur et procéder à un examen des installations. Le DETEC cependant ne voyait aucune raison valable à un nouvel examen. **Pour rappel, les principaux points faibles de la centrale nucléaire de Mühleberg sont:**

Fissures au manteau du réacteur

il y a une polémique autour de la profondeur des fissures. Les FMB ont installé 4 tirants et proposent maintenant de les remplacer par 6 tirants, mais seulement en 2017. Les fissures ont augmenté entre les contrôles (en Suisse, nous avons une mauvaise expérience avec l'accident de la conduite forcée de la centrale hydraulique de Grande-Dixence suite à des fissures sous-estimées en 2000. Accident qui a donné trois morts et des dégâts matériels, mais sans problèmes de radioactivité; les secouristes ont pu intervenir immédiatement). En Belgique, ils ont arrêté la centrale tout de suite après la découverte des fissures au manteau du réacteur. Si on doit remplacer les 4 tirants par 6 pourquoi attendre? Le remplacement du manteau est hors de question pour les FMB; les coûts étant estimés à 500 millions.

Tremblement de terre

(barrage du lac de Wohlén, à 1,5 km en amont de la centrale nucléaire) : selon une étude américaine, demandée par les FMB, le barrage ne résiste pas. FMB propose de ramener des pillons au pied du barrage en été 2013. Pourquoi l'IFSN (Inspection fédérale de la sécurité nucléaire) n'arrête-t-elle pas la centrale jusqu'à l'approbation de la solution et son exécution?

Refroidissement de secours:

FMB propose de prendre l'eau dans la Sarine à travers un tunnel pour assurer le fonctionnement du refroidissement de secours ; mais il y a aussi en amont des barrages sur la Sarine qui ne sont pas sûrs.

Bassin de stockage des éléments de combustibles:

FMB propose un nouveau bassin dans le bâtiment du réacteur. Actuellement, ce bassin est situé comme à Fukushima en haut et très exposé aux tremblements de terre.

Les installations de secours:

elles sont toutes dans la même pièce (anneau torique) sans séparation. Une cassure peut inonder l'ensemble. Les FMB ont fait des propositions d'amélioration en août qui se chiffrent à 170 millions CHF selon eux. A cela il faut encore ajouter les 40 millions pour les interventions annuelles. Le total jusqu'à 2022 va donc s'élever à 570 millions, beaucoup d'argent pour presque rien.

L'Autriche s'inquiète

Un rapport de l'Etat autrichien concernant Mühleberg est arrivé en juillet au DETEC (335 pages). Dans ce rapport, les experts autrichien, mettent en doute la sécurité de la centrale nucléaire de Mühleberg, font une série de recommandations et critiquent le manque de transparence (divers document non accessibles). Une réunion avec des experts suisses est prévue en automne. Le Bundesland Vorarlberg a déjà déposé plainte au tribunal à Feldkirch contre Mühleberg et le ministère de l'environnement de l'Autriche va probablement les soutenir.

Le directeur de l'IFSN, M. Wanner, a dit que la base des analyses est que les centrales nucléaires suisses sont sûres. Par ce fait, il n'arrête jamais une centrale, mais demande seulement un complément de mesures, comme par exemple pour les fissures du manteau. «Comme il n'est pas possible de vérifier si chaque tirant d'ancrage ne présente pas lui-même de fissures, la défaillance de la structure complète ne peut pas être exclue. Ces tirants ne satisfont pas le critère de défaut unique, comme on dit en jargon spécialisé, et ne peuvent donc pas être acceptés comme solution sur le long terme» (citation d'IFSN). Et si l'accident arrive aujourd'hui??? **Une seule réponse...**

arrêtons la vieille centrale de Mühleberg maintenant, tout de suite!

ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE EN SUISSE

Après la bonne décision de sortir du nucléaire du Conseil fédéral et du Parlement, les choses s'aggravent à nouveau. La mafia nucléaire est très active dans les coulisses (M. Rime/UDC propose de construire une nouvelle centrale nucléaire en Suisse d'ici 2030 et 2 autres jusqu'en 2045!). L'organisation de la sécurité nucléaire suisse est bien infiltrée par différents moyens. D'abord c'est très difficile de trouver des experts neutres. Nous avons seulement deux écoles polytechniques en Suisse pour former les spécialistes et après ces spécialistes vont faire leurs premières expériences chez les exploitants nucléaires, c'est-à-dire après les études en commun, on travaille encore ensemble. Le copinage démarre bien.

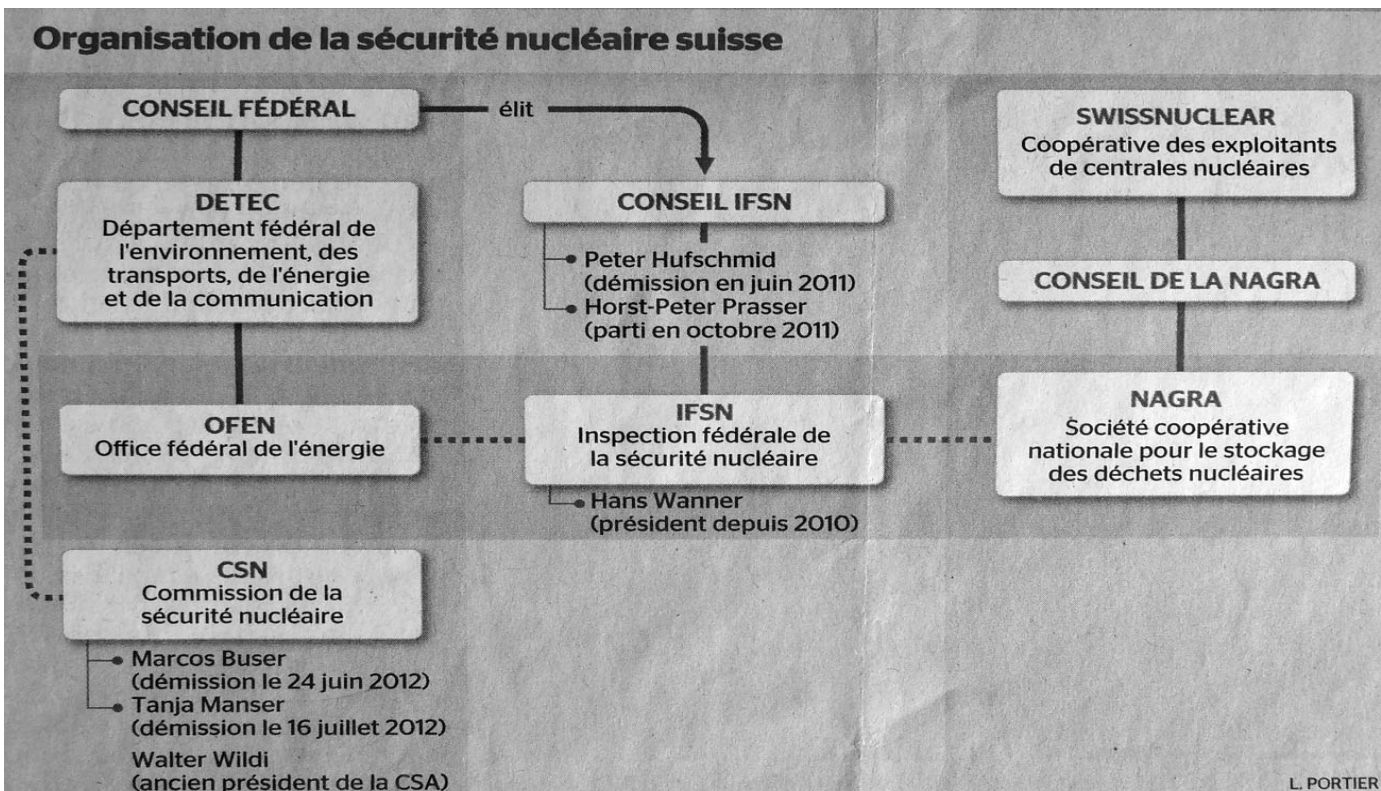
A cela s'ajoute une interprétation des tâches des différentes organisations pour la sécurité nucléaire «c'est l'autre qui est responsable».

Le nucléaire est en principe sous la responsabilité du Conseil fédéral et spécialement du département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) qui supervise aussi l'office fédérale de l'énergie (OFEN). Le Conseil fédéral nomme le Conseil de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) qui est responsable de la sécurité des installations nucléaires. L'OFEN fait la liaison pour l'IFSN. En parallèle avec cela il y a la NAGRA (société coopérative nationale pour le

stockage des déchets radioactifs, anciennement aussi nommé CEDRA), qui est chargée de proposer une solution pour le stockage des déchets radioactifs sous le groupement SWISSNUCLEAR. La NAGRA a été créée en 1972 avec un objectif clair : les déchets radioactifs de la Suisse doivent être stockés de manière sûre, afin de protéger à long terme l'être humain et l'environnement.

Comme la question de la sécurité nucléaire est très complexe, on a créé une Commission fédérale de la sécurité nucléaire (CSN) qui doit conseiller le Conseil fédéral et le DETEC concernant la sécurité des installations nucléaires. La CSN remplace l'ancienne commission CSA dissoute fin 2007 pour faire place à la nouvelle organisation de la sécurité nucléaire au début 2008. Bien sûr, il y a en outre des organisations politiques et économiques qui influencent sous forme de lobby les décisions (p. ex. AVES, action pour une politique raisonnable de la Suisse qui regroupe 100 parlementaires fédéraux suisses des partis bourgeois, la fédération romande de l'énergie (FRE), ECONOMIESUISSE, SWISSELECTRIC, FORUM NUCLÉAIRE, FORUM SUISSE DE L'ÉNERGIE).

Mais il y a quand même de temps en temps un éclat dans toutes ces structures, comme au début juillet cette année. Marco Buser, géologue indépendant, a démissionné de la CSN parce qu'il ne supportait plus ces intrigues. Dans une interview menée pour l'hebdomadaire Wochenzeitung (WOZ) par Susan Boos, il a déclaré : « La NAGRA prescrit aux autorités de surveillance ce qu'elles doivent décider. Elle leur écrit le scénario, comme conception du plan sectoriel ou de l'aire d'implantation. Publiquement toutefois, la NAGRA prétend qu'elle fait ce que les autorités exigent. Mais c'est de l'hypocrisie. La surveillance et la NAGRA tra-



vaillent main dans la main, en se concertant. J'ai toujours critiqué à l'interne cette manipulation, sans rien pouvoir changer ». De plus, Tanja Manser a démissionné de la même commission parce que les moyens mis à disposition sont nettement trop faibles pour faire un travail correct. D'autres experts comme Walter Wildi, expert indépendant, sont convoqués au DETEC pour les faire taire (dans le cas Wildi sans succès). Le tribunal administratif fédéral (TAF) a aussi bien mis en évidence les responsabilités séparées des différentes organisations en donnant raison au recours des habitants antinucléaires de la zone 1 autour de la centrale nucléaire de Mühleberg.

La NAGRA, qui est actuellement l'organe avec le plus grand nombre d'experts en Suisse, a rendu un rapport du stockage des déchets radioactifs après presque 40 ans de travail sans s'occuper de la nappe phréatique, qui doit être traversée pour accéder au stockage en couches profondes (elle propose même un accès en pente qui prolonge cette traversée). En plus, ce rapport se base sur un calcul des risques non applicable pour ces cas, parce qu'on calcule avec un risque de dégâts d'un événement qui est multiplié par la

probabilité que l'événement a lieu (mais pour les déchets radioactifs avec plusieurs milliers d'années de durée de vie ce n'est plus valable; il faut revoir ces considérations). C'est quasiment impossible. Au début, la NAGRA proposait les anciennes salines pour ce stockage, mais depuis les problèmes à Asse en Allemagne avec ce système de stockage elle a changé et propose d'aller dans les couches d'opaline.

Nous sommes toujours d'avis qu'il faut d'abord arrêter de produire de déchets radioactifs avant de s'occuper du stockage.

Finalement on ne sait plus qui surveille qui et où sont les experts. La grande majorité des membres de ces organisations sont des pro-nucléaires et ils sont financés par les exploitants des centrales nucléaires, qui financent même une partie des hautes écoles. Le DETEC n'a pas (ou plus) d'experts qualifiés. Les considérations de l'IFSN sont toujours positives: il ne faut surtout pas arrêter une centrale nucléaire. Comment peut-on encore avoir confiance en de telles organisations de surveillance et de sécurité des installations nucléaires dans notre pays?

E. Weiss

PARTICULE D'HISTOIRE

Emile Zatopek, vous connaissez? Il y a 60 ans, ce Tchèque gagnait trois médailles d'or aux Jeux olympiques d'Helsinki: 5000 et 10000 mètres ainsi que le marathon! Lui qui, apprenti chez Bata, avait horreur du sport!

Hé! Me dit-on, c'est pas dans l'Equipe que tu écris, mais dans le bulletin de ContrAtom! Oui, justement... j'y viens.

L'Emile est si célèbre que tout le monde le connaît, l'interpelle. C'est une gloire nationale. Ainsi, en 1968 (il a 46 ans), quand les forces du Pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie, la foule demande à Zatopek de dire quelques mots. Il improvise. Il demande aux forces en présence de respecter la trêve olympique et appelle même à un boycott de l'URSS! Dès le lendemain, le parti communiste le renvoie de son travail à l'armée, l'exclut du Parti. Il n'est plus rien!

Le PC l'envoie dans les mines d'uranium à ciel ouvert de Jachymov, près de la frontière allemande. Là, dans des conditions d'exploitation déplorables, il est employé à divers postes. Extraction du minerai, poussage de wagonnet, tri, lavage, séchage, emballage... Les poussières radioactives et le gaz radon irradient les travailleurs. Le vent diffuse au loin les particules ionisantes des collines de déblais, alors que les réservoirs de déchets liquides infiltreront les nappes phréatiques. Tout est contaminé. Ce travail forcé dure six ans.

Un beau matin, le PC le renvoie à la vie civile, comme... éboueur! A Prague, il devient le plus célèbre d'entre eux. Sa popularité ne s'est pas éteinte. La population l'empêche même d'exercer son travail! Alors il court derrière son camion, acclamé par la foule! Le pouvoir s'est trompé... mais ne sait que faire de cette gloire vivante! En désespoir de cause, il le planque en sous-sol comme archiviste au centre d'information des sports!

Emile Zatopek meurt le 22 novembre 2000.

Serge Rossmann

A lire: «Courir» de Jean Echenoz, Les éditions de Minuit, 2008



BUGEY

Nous avons interpellé le Conseil d'Etat le 20 octobre 2011 au sujet du dépôt de déchets nucléaires au Bugey. Il nous répond le 25 juillet 2012! Mieux vaut tard que jamais, surtout s'il s'agit d'une bonne nouvelle!



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Genève, le 25 juillet 2012

Le Conseil d'Etat

5724-2012

ContrAtom
Madame Anne-Cécile REIMANN
Case postale 65
1211 Genève 8

Concerne : Dépôt de déchets nucléaires au Bugey - protestation auprès des autorités françaises

Madame,

Votre courrier du 20 octobre 2011, dans lequel vous nous interpellez au sujet du dépôt de déchets nucléaires situé sur le site de la centrale du Bugey, a retenu notre meilleure attention.

Un décret autorise Electricité de France à créer, sur la commune de Saint-Vulbas (département de l'Ain), une installation nucléaire de base dénommée Installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés (ICEDA).

Nous vous informons que notre Conseil a formé un recours à l'encontre de ce décret.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'article 160E, alinéa 5 de la Constitution genevoise, stipulant que "*Les autorités cantonales s'opposent par tous les moyens juridiques et politiques à leur disposition à l'installation de centrales nucléaires, de dépôts de déchets hautement et moyennement radioactifs et d'usines de retraitement sur le territoire du canton et au voisinage de celui-ci (...)*".

La Ville de Genève a décidé de se joindre à cette démarche et le recours a par conséquent été déposé de manière conjointe par la République et canton de Genève et par la Ville de Genève.

En vous souhaitant bonne réception de la présente, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de notre considération distinguée.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :


Anja Wyden Guelpa

Le président :


Pierre-François Unger

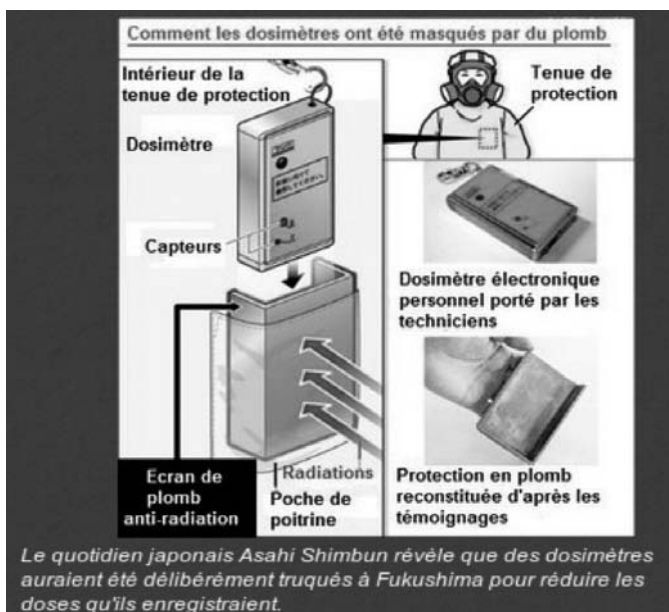
Copie à : Conseil administratif de la Ville de Genève

FUKUSHIMA L'ÎLE DU BONHEUR

Le 11 mars 2011, à 6 mois exactement de l'anniversaire des 10 ans du 11 septembre 2001, la région de Fukushima -en japonais «l'île du bonheur» ou «île de la fortune»- (1) a été dévastée par un tsunami. «L'île du bonheur», quel nom dramatiquement paradoxal...

Mais qu'est-ce que le bonheur? Cette question a déjà été débattue par de nombreux philosophes et religieux à travers les quatre derniers millénaires. Selon des études sociologiques récentes, le bonheur dépendrait de quatre qualités principales (qui ne sont pas, comme l'imaginent les pages «people» des magazines, la santé, l'amour, l'argent et le succès): il s'agirait de la gratitude, de la générosité, des «petits plaisirs du quotidien» (qu'il faut s'accorder et savourer) et de l'optimisme, dans le sens d'une compétence naturelle ou construite (en psychologie comportementaliste par exemple) pour considérer les événements qui nous touchent d'une manière positive...

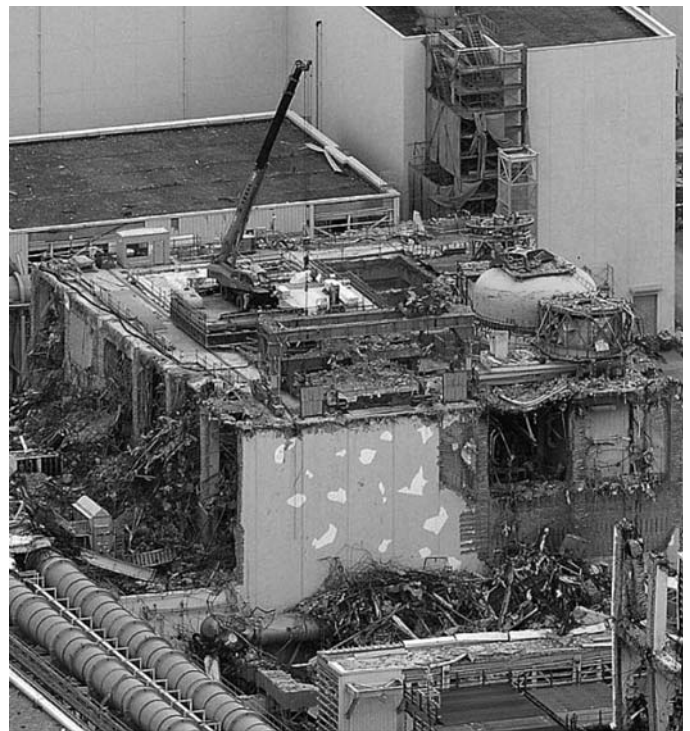
Concernant les populations de «L'île du bonheur», que leur reste-t-il? Certainement plutôt de l'amertume (en russe l'amertume se dit «tchernobyl»...(absinthe, amertume), plus d'amertume disais-je...que de bonheur pur. Il est bien difficile d'être optimiste dans une situation qui ne connaît aucun progrès et aucune solution viable à court et moyen terme en tout cas... Peut-on encore ressentir de la gratitude dans un environnement qui devient hostile à l'homme?! Quels plaisirs quotidiens a-t-on quand on se fait contaminer à petit feu?! Reste la générosité...pensons par



exemple à celle de ces milliers de pompiers, d'ouvriers, de travailleurs, qui se dévouent en mettant en danger leur santé pour tenter, vainement de décontaminer... Certains

d'ailleurs, ont reçu comme consigne d'emballer leur dosimètre dans un emballage de plomb, afin de pouvoir rester plus longtemps sur place... Nous nous acheminons vers 20, 30 ou 40 ans de travaux sur place. Des travaux pour obtenir quoi? Des travaux vains...

En effet tout cela est vain car on ne sait que faire des milliers de tonnes d'eau contaminée, des millions de mètres cubes de terre nourricière devenue toxique... N'était-il pas d'ailleurs moins absurde d'imaginer de déplacer la population du Japon dans l'Extrême-Orient russe comme cela a été envisagé? Mais sans doute que comme à Tchernobyl, l'objectif principal des autorités n'est pas de protéger les populations – et les ouvriers- mais de préserver le mythe du nucléaire, de faire croire que l'accident est maîtrisable, surtout après ces images désastreuses – du point de vue de l'image publique du nucléaire- où l'on voyait les pompiers japonais intervenir avec des lances à incendie ou des largages d'eau par hélicoptère, des moyens aussi improvisés et peu convaincants que ceux des Russes il y a 25 ans...



Un petit saut dans la piscine numéro 4?

«Si le bassin du réacteur numéro quatre devait s'effondrer, les émissions de matière radioactive seraient énormes: une estimation prudente donne une radioactivité équivalente à 5000 fois la bombe nucléaire de Hiroshima.» C'est la très conservatrice et traditionnellement plutôt pro-nucléaire Tribune de Genève qui rapporte ces propos d'un spécialiste japonais parus dans Le Nouvel Observateur. Je cite (2):

«Cette piscine couverte d'une simple bâche plastique contient 1500 barres de combustible nucléaire. Soit 264 tonnes. Le «pire legs de la catastrophe du 11 mars 2011», assure Le Figaro, citant des experts.

Le bassin en question fait onze mètres de profondeur. Juché à trente mètres du sol sur le bâtiment très abîmé du réacteur 4, il sert à refroidir le combustible issu de la fission nucléaire avant son retraitement. (...) A ce stade, la piscine reste pleine d'eau. Environ un million de litres. Mais un nouveau séisme, un second tsunami, une violente tornade changeraient la donne. A l'air libre, les barres chaufferaient sans pouvoir être freinées. Elles dégageraient dans l'atmosphère au moins dix fois plus de radioactivité qu'après Tchernobyl, selon les scientifiques. D'autant plus inquiétant que cet été, les choses ont failli mal tourner. Le système de refroidissement tombé en panne, l'eau a commencé à chauffer, indique La Libre Belgique. Elle aurait pu bouillir et disparaître. Heureusement, la situation a pu être rétablie. Mais en Extrême-Orient, la saison des typhons commence. «**Je prie pour que, dans les semaines à venir, une violente tornade saisonnière ne s'abatte pas sur la centrale**», confie au Nouvel Obs l'ancien patron de l'Agence japonaise pour les sciences et la technologie. Une nouvelle catastrophe pourrait signifier «la fin du Japon moderne et, en tout cas, une calamité pour l'ensemble de l'hémisphère Nord qui deviendrait gravement et durablement contaminé».

Le réacteur numéro 4...

«Il suffit parfois d'une heure pour acquérir une réputation qui dure mille ans.» (proverbe japonais)

Une mobilisation sans précédent

Les médias européens n'en parlent presque pas, omerta oblige, mais la mobilisation du peuple japonais ne faiblit pas: de nombreuses manifestations ont lieu, chaque semaine des milliers de japonais se retrouvent devant le parlement, comme par exemple le 30 juillet où vingt mille manifestants selon la police (200 000 selon les participants) ont réclamé la fermeture des centrales nucléaires japonaises. Chaque vendredi, depuis cinq mois, des manifestants vont se rassembler autour de la résidence du premier ministre. Le 24 août ils ont été reçus en entretien. «Nous continuerons à manifester tant que vous ignorez nos voix a lancé l'illustratrice Misao Redwolf, leader de la coalition.



Il y aurait encore beaucoup à dire au niveau technique, et pour ce domaine je cède la parole à M. Pierre Fetet de l'excellent site <http://fukushima.over-blog.fr> ...

Philippe Gobet

Continuez à signer et à faire signer la pétition demandant une prise en charge internationale de la catastrophe de Fukushima!

Pétition disponible sur le site:

http://www.avaaz.org/fr/petition/Appel_urgent_pour_eviter_une_nouvelle_catastrophe_nucleaire_mondiale/

Nouvelles sur l'ex-centrale de Fukushima Daiichi, août 2012, par Pierre Fetet

Unité 1: Le scénario du pire est confirmé: il y a eu fusion et rupture de confinement. Depuis qu'il avait été mis sous tente par Tepco, le réacteur 1 ne faisait plus trop parler de lui. Mais le 22 mai 2012, on apprenait qu'il ne restait plus que 40 centimètres d'eau au fond de la cuve du réacteur et qu'une fuite existait probablement au niveau de la canalisation reliant la cuve du réacteur à la piscine torique. Le 26 juin 2012, une analyse endoscopique a été réalisée: la radioactivité de l'eau située dans les soubassements prouve une rupture de confinement.

Unité 2: également fusion et rupture de confinement

Un nouveau thermomètre semble défectueux: il montrait une température anormalement élevée de 144°C le 22 juillet 2012. Petit à petit, les ex-réacteurs (officiellement, ce ne sont plus des réacteurs depuis le 19 avril 2012) se dégradent, l'eau salée, les coriums et la forte radioactivité accélérant la corrosion des matériaux.

Unité 3: également fusion et rupture de confinement.

Le 11 juillet 2012, un robot n'est pas revenu de l'une de ses explorations dans le réacteur n°3. Même les robots conçus pour résister à la radioactivité ont des problèmes. Et encore, ce sont de tout petits robots.

Unité 4: le 11 juillet 2012, Tepco a fini de démanteler le sommet du bâtiment réacteur 4.

Les 18 et 19 juillet 2012, deux assemblages neufs ont été retirés de la piscine 4, ce qui laisse 1533 assemblages restant à retirer: 1331 de combustible usé et 202 de combustible neuf. Le début de ce transfert phénoménal ne se fera pas avant décembre 2013.

Fuites et pannes

Il y a toujours des fuites à Fukushima Daiichi, mais on en parle moins car elles sont régulières, ce n'est plus spectaculaire. Le 26 juillet 2012, les sous-sols du bâtiment turbines de l'unité 6 étaient encore inondés, il a fallu pomper et transvaser durant 6 heures. D'où vient cette eau? Mystère. Est-elle radioactive? On peut le supposer car l'eau récupérée a été stockée dans un réservoir.

Pollution

Air: 16 mois après le terrible mois de mars 2011, le site rejette toujours 10 millions de Bq/h de radio-césium. Où vont ces poussières mortelles ? La plupart vers l'océan pacifique, mais le vent peut les pousser aussi vers les terres. Autre moyen de transport rapide pour la dissémination planétaire : le jet stream.

Terre: personne ne veut de la terre contaminée qu'on racle partout dans les territoires touchés par les retombées radioactives. On en fait quoi ? Si on était sûr qu'elle ne contenait que du césium, il « suffirait » de la mettre de côté durant 300 ans.

Eau: 228 000 tonnes d'eau contaminée sont actuellement stockées sur le site. Tepco aimerait s'en débarrasser en la rejetant à la mer, mais pour l'instant l'opérateur n'a pas d'autorisation. L'objectif de réutiliser l'eau en circuit fermé ne marche pas car la nappe phréatique remplit les sous-sols. On en fait quoi ? Il y aura un moment donné où, matériellement, il ne sera plus possible de la stocker.

On trouve aussi de l'eau contaminée très loin de Fukushima, à 25 km du centre de Tokyo. Si aujourd'hui les nappes phréatiques sont polluées, c'est à cause de la migration progressive des radionucléides dans le sous-sol, partout où il y a eu des retombées.

Le MEXT a mis en ligne des résultats de mesures très fines sur l'eau du robinet: du césium 134 et 137 est détecté à des concentrations très faibles dans 11 provinces.

Irradiation des ouvriers

On vient de découvrir qu'une société filiale de Tepco demandait à ses employés d'insérer leur dosimètre dans un boîtier en plomb. Ce qui évidemment fait baisser la dose enregistrée et permet aux ouvriers de travailler plus longtemps sur le site contaminé. Par la même occasion, leur espérance de vie va sans doute diminuer, mais les entreprises de l'industrie nucléaire se moquent bien de ce genre de détail, on l'avait déjà remarqué depuis longtemps.

Nationalisation de Tepco

Au terme d'un long processus, Tepco est désormais nationalisée, le pourcentage d'actions de l'Etat ayant dépassé 50% mardi 31 juillet 2012. Par un tour de passe-passe, l'opérateur ruiné à cause de la catastrophe nucléaire éponge ses dettes grâce au contribuable japonais. L'entreprise a subi une perte nette de 3 milliards d'euros entre le 1er avril et le 30 juin 2012, causée pour plus de moitié par le versement d'indemnités pour les victimes.

Santé

L'institut japonais des maladies infectieuses montre des résultats toujours inquiétants pour certaines affections. L'année 2011, suite aux explosions de la centrale nucléaire,



avait montré une augmentation des cas de pneumonie à mycoplasme. L'année 2012 est encore pire... Le bilan des doses reçues par les intervenants sur le site de la centrale de Fukushima Daiichi pour les mois d'avril à juin 2012 est en ligne sur le site de Tepco. Selon l'analyse de l'ACRO, ce sont toujours les sous-traitants qui prennent les doses les plus fortes, avec un maximum de 23,53 mSv en un mois.

Pêche

Le Japon, soucieux d'oublier la catastrophe nucléaire, a décidé de réintroduire sur les étals des produits de la mer en provenance des eaux de Fukushima. Pourtant, d'autres pays comme la Corée du Sud renforcent plus que jamais leurs régulations à l'importation dans un souci de limiter la diffusion de la contamination marine. Et ils ont bien raison car après un recul au printemps, elle augmente au large d'Hokkaido : le plus haut relevé a été de 70 Bq/Kg (Cs-134 : 31 Bq/Kg, Cs-137 : 39 Bq/Kg) sur un échantillon pris le 1er août 2012 (source MEXT).

Démographie

Selon Fukushima Diary, la chute de la population japonaise (Décès – Naissances) entre janvier et mai 2012 est 4 fois plus forte que sur la même période de 2007. Si l'on compare avec 2006, c'est 5 fois plus fort. Ces données sont basées sur le tableau de bord du service de la statistique démographique du ministère de la Santé, du Travail et de l'Aide Sociale du Japon. Le rapport de juin 2012 n'est pas encore paru.

Justice

Pour les anti-nucléaires, un "acte criminel" aurait été commis par l'entreprise électrique Tepco et par le gouvernement. Plusieurs procureurs viennent d'accepter de mener une enquête (après le dépôt de 1300 plaintes quand même !). S'ils arrivent à prouver que la catastrophe nucléaire de Fukushima a été la conséquence de négligences, des poursuites pourraient être lancées contre les responsables. On pourrait leur suggérer de s'appuyer sur les résultats de la commission d'enquête indépendante dont le rapport a été publié récemment.

Presse

Depuis la catastrophe de Fukushima, la mainmise du lobby nucléaire sur les médias connaît quelques failles. En effet, 3 quotidiens ont décidé de résister : le Mainichi Shinbun, le Tokyo Shinbun, et le Shinbun Akahata. A Tokyo, avec la Révolution des Hortensias en cours, l'enjeu est important. Les manifestations antinucléaires apparaissent en une du journal Tokyo Shinbun qui ne prend plus de gant pour soutenir la sortie du nucléaire.

Redémarrage des centrales nucléaires du Japon

Le gouvernement a décidé de relancer au forceps deux réacteurs à la centrale nucléaire d'Ohi (préfecture de Fukui,

dans l'ouest du pays). Selon Courrier International, le Tokyo Shinbun, quotidien désormais antinucléaire, dénonce une décision politique, sans garanties quant à la sûreté, comme s'il ne s'était rien passé à Fukushima.

Kansai Electric a déjà planifié le redémarrage des unités 3 et 4 de la centrale nucléaire de Takahama, située à environ 250 km à l'ouest de Tokyo. Comme pour l'unité 3 de Fukushima Daiichi, le réacteur 3 de Takahama utilise du MOX.

Mobilisation

A chaque rendez-vous, le nombre de participants à la Révolution pacifiste des Hortensias progresse. La grande manifestation du 29 juillet 2012 a conduit la foule à encercler complètement le parlement. Il y a une semaine, un ancien Premier ministre, Yukio Hatoyama, s'était joint à la manifestation hebdomadaire devant la résidence du premier ministre actuel Noda. Tout semble s'accélérer. Alors qu'au départ les manifestations ne se tenaient qu'à Tokyo, une trentaine de villes emboîtent le pas en organisant une manifestation chaque vendredi : Sapporo, Morioka, Mizusawa, Sendai, Koriyama, Mito, Sodegaura, Sakuragicho, Niigata, Kofu, Nagano, Toyama, Kanazawa, Nagoya, Gifu, Ogaki, Fukui, Otsu, Kyoto, Osaka, Kobe, Himeji, Okayama, Maigo, Hiroshima....

Futur

On aurait pu penser qu'après la catastrophe nucléaire la pire au monde (3 meltdowns), l'agence de sécurité nucléaire japonaise devienne plus sage et corrige le tir. Eh bien non, la nouvelle agence vient de décréter que l'unité 1 de la centrale de Genkai, située dans l'extrême Sud du Japon, serait bonne pour le service durant 58 ans ! Tepco envisage même de redémarrer un jour les unités 5 et 6 de Fukushima Daiichi, ainsi que les réacteurs de la centrale de Fukushima Daini. Alors que la colère gronde dans la population japonaise, c'est une nouvelle provocation à la demande d'arrêt de production électrique atomique.

Les autorités nippones n'ont manifestement pas compris l'enjeu vital et sacrifient l'avenir du pays en l'embarquant à nouveau dans cette énergie catastrophique. Pourtant il y a urgence à régler d'abord la crise de Fukushima Daiichi, en particulier en mettant à l'abri les 1533 assemblages de combustible de la piscine de l'unité 4 qui menaceront l'avenir du monde durant encore au moins un an et demi !

Pierre Fetet

(1) Pourquoi cette préfecture japonaise se nomme ainsi, je ne l'ai pas trouvé, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une île, peut-être s'agit-il d'une allusion à la situation insulaire du Japon dans son ensemble.

(2) Tribune de Genève, 29 août 2012



26 avril 2012
 Pas de Tchernobyl à Mühleberg
 et
 Cortège du 1er mai 2012...

JAB
 1211 Genève 8
 PP (Journal)
 CH-1211
 Genève 8